

## Les bailleurs réitèrent leur appui au Burundi

African Press Organization, 16 novembre 2012 Les partenaires internationaux ont réitéré leur appui au Burundi en reconnaissance des réalisations et des engagements du pays. Les partenaires du développement du Burundi ont pris acte des progrès considérables réalisés au cours des centes années. NEW YORK – À la réunion de la « configuration Burundi » de la Commission de consolidation de la paix des Nations Unies, tenue à New York aujourd'hui, la Banque africaine de développement, l'Union européenne, le Fonds monétaire international, le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque mondiale ont réitéré leur appui aux réalisations et aux engagements de ce pays. Cette déclaration d'appui des cinq institutions intervient peu de temps après la conférence des partenaires de développement du Burundi organisée à Genève et à laquelle participaient des représentants de plus de 100 pays et organisations internationales. Lors de cette conférence tenue les 29 et 30 octobre 2012, les autorités burundaises ont présenté les grandes lignes des plans de développement exposés dans leur deuxième Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), adopté plus tôt cette année à l'issue de larges consultations. Les partenaires de développement du Burundi ont pris acte des progrès considérables réalisés au cours des centes années en particulier, de la restauration de la paix et de la stabilité après une longue guerre civile, et des efforts de mobilisation et de réinsertion des anciens combattants dans leurs collectivités. Les partenaires ont également salué la hausse du taux de croissance économique, les progrès réalisés dans la prestation des services sociaux de base à la population (notamment l'expansion des services de soins de santé et d'éducation aux enfants et la prestation de services gratuits de soins de santé maternelle), l'amélioration du climat des affaires, les avancées dans la gestion des finances publiques et les efforts de lutte contre la corruption. Ils ont aussi félicité le Burundi pour la participation des troupes burundaises au travail de maintien de la stabilité assurée par l'AMISOM en Somalie. Tout en reconnaissant les progrès importants accomplis par le pays, les cinq organisations internationales ainsi que d'autres participants à la conférence ont cependant souligné les nombreux défis que le Burundi continue d'affronter, y compris un déficit énergétique grave et persistant, le secteur agricole sous-performant confronté aux menaces d'insécurité alimentaire et de malnutrition qui fait peser sur le pays, une croissance démographique rapide, l'urgence de renforcer les capacités à plusieurs niveaux de l'administration publique et la nécessité de réduire la pauvreté en particulier des segments de la population qui ne bénéficient toujours pas pleinement des dividendes de la paix retrouvée. Les partenaires ont pris note avec satisfaction de la volonté manifestée par le deuxième vice-président de s'attaquer aux problèmes de corruption, d'impunité et de violence, et de veiller au rapatriement ordonné des réfugiés. Ils ont aussi pris acte de l'intention des autorités de renforcer les droits des femmes. Les cinq organisations et les pays donateurs ont signalé tout particulièrement la nécessité de renforcer la lutte contre la corruption et l'impunité, et de favoriser un dialogue ouvert entre tous les intervenants de la société. Ils ont pris note avec satisfaction des engagements pris par les autorités burundaises sur ces questions, et demandé que les progrès réalisés fassent l'objet d'un suivi, et soient discutés dans les rapports d'avancement en même temps que les résultats des autres programmes de formes prioritaires décrits dans le nouveau CSLP II (Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte Contre la Pauvreté). La Banque africaine de développement, représentée par le vice-président Zondo Sakala, a félicité les autorités burundaises des avancées considérables réalisées au cours de la dernière décennie sur les fronts politique, économique, et social. Elle a cependant noté que le Burundi, qui se relève d'un conflit armé, est toujours exposé à des risques considérables ainsi qu'à des chocs exogènes. Ainsi, comme l'a confirmé le deuxième vice-président du Burundi, il convient de consolider et d'approfondir les formes engagées, et les partenaires du développement devront veiller à répondre en temps utile et d'une manière coordonnée aux demandes d'aide de ce pays pour la mise en œuvre de sa stratégie de croissance économique et de lutte contre la pauvreté. L'Union européenne, représentée à la conférence de Genève par le Commissaire européen au développement, Andris Piebalga, a déclaré : « Nous saluons le chemin parcouru par le Burundi. Ce pays est aujourd'hui en paix, même si cette paix est fragile. La situation sécuritaire est stabilisée. Des progrès dans le domaine du développement ont été enregistrés. La démocratie a franchi une étape importante avec les élections de 2010. Il est clair que des défis importants demeurent, notamment dans les domaines de la justice et de la gouvernance économique et politique, mais cette conférence a démontré une détermination partagée du gouvernement et de ses partenaires à les relever. L'Union européenne a l'intention de rester un des partenaires les plus importants du Burundi, en étroite coopération avec le gouvernement lui-même, dans le cadre clair d'engagements réciproques. » Prenant la parole pour le Programme des Nations Unies pour le développement, Jordan Ryan, Administrateur assistant et Directeur du Bureau de la prévention des crises et du relèvement du PNUD, a déclaré : « La détermination à engager des formes doit demeurer entière, et c'est aux autorités publiques, à la population burundaise, et aux partenaires du Burundi qu'il appartient d'y veiller. Les risques de ralentissement des progrès ou de recul persisteront tant que les gens ordinaires resteront confrontés à l'insécurité et à la pauvreté. Les partenaires internationaux doivent donc se garder de détourner leur attention du Burundi. Il convient aujourd'hui plus que jamais de maintenir notre aide pour promouvoir une transition harmonieuse de la période de reconstruction en cours depuis la fin du conflit jusqu'à l'objectif à plus long terme de réduction de la pauvreté. » En même temps, a-t-il ajouté, les partenaires nationaux et internationaux du Burundi doivent collaborer de manière à offrir en temps utile à ce pays une aide efficace et efficiente qui lui permettra de passer d'une période de conflit à une période de paix et de développement. Il faudra pour cela s'attaquer résolument au défi de la coordination de l'aide et offrir aux autorités burundaises le soutien cohérent dont elles ont besoin pour s'acquiescer de leur rôle de chef de file dans ce contexte. Le PNUD est prêt à collaborer avec les autres intervenants pour fournir au Burundi l'assistance dont il a besoin à cette fin. » Le Directeur des opérations de la Banque mondiale pour le Burundi, la Tanzanie et l'Ouganda, Philippe Dongier, a déclaré : « La conférence de Genève a mis en évidence la volonté réciproque du Burundi et de ses partenaires de poursuivre leur collaboration afin d'assurer la bonne exécution des plans de développement du pays. Ce n'est pas le moment d'hésiter dans notre aide au Burundi, qui a plus que jamais besoin de cet appui. Les autorités

burundaises ont montré qu'elles sont capables de déployer les efforts requis pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté malgré les nombreux obstacles qui se dressent sur leur chemin. Notre nouvelle stratégie d'aide-pays pour le Burundi montre que nous sommes prêts à appuyer ce pays à réaliser ses objectifs de développement. » Distribuée par l'Organisation de la Presse Africaine pour la Banque Africaine de Développement.